

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

DÉSObÉIR POUR RECONSTRUIRE



LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Fondation Copernic



% attac

Que faire de l'Europe ? Désobéir pour reconstruire

L'Europe n'a pas la cote. Pour beaucoup d'euro-péens, l'Union est devenue un monstre hostile. Même dans la gauche critique, l'idéal européen recule, et l'idée se répand que seul reste le niveau national pour changer les choses.

Pourtant, quel pays européen isolé, s'il refusait la loi de la finance, pourrait durablement résister au capital mondialisé ? Ou peser dans les négociations climatiques pour enrayer la catastrophe annoncée ?

Les citoyens européens ont donc raison de demeurer attachés à l'idée d'un destin commun. Pourtant tout indique que l'Union européenne s'achemine vers la dislocation. Comment rompre avec cette Europe sans sacrifier l'idée européenne ? Comment s'appuyer sur des ruptures nationales sans renforcer les replis nationalistes ?

À partir d'une analyse fine des mouvements sociaux et des rapports de force européens, cet ouvrage explore une stratégie de la ligne de crête, en équilibre entre luttes nationales et européennes, entre ruptures par en haut et changements par en bas. Il faudra désobéir à l'Union européenne pour redonner sa chance à l'Europe.

Attac

Attac est une association qui lutte pour que les citoyens puissent, par l'action démocratique, se réappropriier ensemble l'avenir de notre monde, aujourd'hui soumis à la loi de la spéculation et des marchés financiers. Présente dans une cinquantaine de pays, elle est active dans le mouvement altermondialiste et les forums sociaux. La fondation Copernic travaille à « remettre à l'endroit ce que le libéralisme fait fonctionner à l'envers ». Regroupant des chercheurs, des acteurs du mouvement social et des responsables politiques, elle vise à déconstruire le discours néolibéral et à permettre l'élaboration de propositions inédites.

ISBN : 979-10-209-0119-4

© Les Liens qui Libèrent, 2014

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

Désobéir pour reconstruire

Verveine Angeli

Thomas Coutrot

Guillaume Etiévant

Michel Husson

Pierre Khalfa

Daniel Rallet

Jacques Rigaudiat

Catherine Samary

Aurélie Trouvé

ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT

Introduction

En mai 2008, quatre mois jour pour jour avant la faillite de Lehman Brothers, la Commission européenne euphorique célébrait les dix ans de l'euro en proclamant « toutes les raisons d'être fiers¹ ». Cinq ans après ce triomphalisme semble bien daté. Certes l'euro a pour l'heure échappé à un effondrement qui semblait imminent en 2011-2012. Mais la zone euro connaît à la fois un chômage de masse et un véritable risque de déflation. Même la Banque centrale européenne, habituellement obsédée par la menace inflationniste, admet désormais la gravité du risque inverse.

La déflation, c'est la baisse cumulative des prix et des salaires, et c'est une catastrophe. La Grèce la subit déjà, l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande n'en sont pas loin. L'inflation

1. Commission européenne, « Every Reason To Be Proud », *The Forum*, 16 mai 2008, ec.europa.eu/economy_finance/articles/euro/article12623_en.htm

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

dans la zone euro a chuté de 2,5 % en 2012 à 0,8 % en 2013. La cause essentielle : la baisse continue des demandes intérieures privées et publiques dans la quasi-totalité des pays de la zone euro. La crise financière et la récession qui a suivi, aggravée par les politiques d'austérité, en sont directement responsables.

La déflation est une catastrophe car elle incite les acteurs économiques à repousser leurs décisions d'achat dans l'attente de futures baisses de prix. Les entreprises cessent d'investir, inquiètes à la fois du manque de débouchés et de la baisse des prix de leurs produits, ce qui renforce encore la dépression de la demande. Autre conséquence majeure, les taux d'intérêt nominaux, même s'ils semblent faibles, sont forcément supérieurs à zéro : la déflation accroît donc les taux d'intérêt réels, rendant plus difficiles le financement des déficits publics et le remboursement de la dette. L'augmentation des taux d'intérêts réels pèse sur les ménages et les entreprises qui hésitent à s'endetter, ce qui renforce encore la tendance à la stagnation. La zone euro est donc prise dans une spirale mortifère : les politiques d'austérité qui entretiennent la crise mènent à la déflation, qui à son tour aggrave la crise.

Du traité de Rome à l'Acte unique

Comment en est-on arrivé là ? Comment peut-on en sortir ? Répondre à ces deux questions étroitement liées, telle

INTRODUCTION

est la double ambition de ce livre. Un retour sur la construction européenne est nécessaire pour comprendre son évolution et ses contradictions. Contrairement à une idée reçue, l'histoire de cette construction n'est pas linéaire. Elle est faite à la fois de continuité et de rupture (chapitre 1). La Communauté économique européenne (CEE) mise en place par le traité de Rome de 1957 se fixe un objectif politique, «établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens». Elle prévoit la mise en place d'un marché commun, d'une union douanière et de politiques communes.

Le traité de Rome est indubitablement porteur d'une logique libérale, mais cette libéralisation, *via* la suppression progressive des droits de douane entre États membres, se fait dans un espace économique et social relativement homogène, les six pays fondateurs ayant des systèmes économiques et sociaux proches. De plus, le traité met en place une union douanière impliquant un tarif extérieur commun imposé sur les importations provenant des États non membres de la Communauté. La logique libre-échangiste contenue dans le traité de Rome s'arrête ainsi aux frontières de la Communauté. Enfin, sont mises en œuvre un certain nombre de politiques publiques européennes communes, comme dans l'énergie nucléaire, les transports ou l'agriculture.

L'adoption de l'Acte unique en 1986 constitue un tournant fondamental dans la construction européenne. À une cohabitation de marchés nationaux se substitue un marché

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

européen unifié, régi par la libre concurrence, la libre circulation des marchandises et des capitaux entre les pays de l'Union et avec le reste du monde. Les traités de Maastricht en 1992, instituant la monnaie unique, puis d'Amsterdam en 1997 et de Lisbonne en 2007 parachèveront ce projet. Le droit de la concurrence, inscrit au cœur des traités, devient l'outil par lequel les élites néolibérales, hégémoniques au sein des institutions nationales et européennes, façonnent l'Union.

Ces transformations n'ont été rendues possibles que par l'éviction des peuples et des citoyens dans les choix essentiels de la construction de l'Union. Les gouvernements ont négocié entre eux, sans presque jamais les soumettre à leurs citoyens, les traités qui infléchissaient la construction européenne dans le sens des intérêts du capitalisme financier. Ils adoptent à Bruxelles des directives qu'ils appliquent dans leurs pays. En 2004, l'élargissement de l'Union à dix nouveaux pays est le deuxième grand tournant de la construction européenne. Il transforme l'Union européenne en une zone économique profondément hétérogène où le *dumping* social et fiscal règne en maître. L'Union européenne s'installe dans le néolibéralisme.

Une monnaie construite sur du sable

La crise financière de 2008 a révélé les apories de l'euro et les contradictions de la construction européenne. Pour ses

INTRODUCTION

partisans, la mise en place de la monnaie unique, appuyée sur les critères du Pacte de stabilité et de croissance, devait permettre la convergence des économies européennes. L'euro s'est au contraire révélé une machine à diverger (chapitre 2). Pour fonctionner correctement la monnaie unique aurait supposé que des transferts financiers entre les États membres contribuent à l'harmonisation et à la convergence des économies, de manière à construire une Europe de la solidarité, non une Europe de la concurrence et du *dumping*. En l'absence de politique de convergence, mais aussi de possibilité d'ajuster les taux de change pour compenser les divergences, le maintien de différentiels d'inflation devient un facteur déstabilisant : les pays du Sud, ayant une inflation plus importante que leurs voisins, voient leur compétitivité chuter. Leurs déficits commerciaux s'aggravent d'autant plus vite que le Sud connaît une croissance plus forte et donc un surcroît d'importations, alors même que les excédents s'accumulent au Nord.

Les entrées de capitaux en provenance du Nord ont compensé ces déficits, mais n'ont pas conduit à un rattrapage en matière de productivité ou de spécialisation industrielle. Ces capitaux ont en effet privilégié les secteurs dont la rentabilité avait été gonflée par les bulles immobilières et financières. Ces bulles étaient elles-mêmes alimentées par la baisse des taux d'intérêt réels au Sud : tous les pays de la zone euro pratiquaient en effet les mêmes taux d'intérêt nominaux, mais l'inflation structurellement plus élevée au Sud y rendait les taux d'intérêt réels bien plus faibles.

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

Avec la crise financière, l'éclatement de ces bulles et la brusque réduction des entrées de capitaux ont précipité ces pays dans la crise, faisant exploser les déficits publics et la dette. La crise de la dette publique dans ces pays renvoie donc non seulement au refus que la BCE puisse financer les déficits publics, mais aussi à l'échec du processus de convergence réelle des économies de la zone euro.

Un fédéralisme autoritaire

La crise des dettes souveraines qui éclate au début de l'année 2010 est l'occasion pour les gouvernements et les institutions européennes d'imposer des politiques d'austérité brutale, sous prétexte de réduire les déficits publics et les dettes des États. Pourquoi ces politiques ont-elles été mises en œuvre au mépris des enseignements tirés de la crise des années 1930 (chapitre 3) ? Les dirigeants européens ont-ils été pris de panique en voyant la fragilité de la zone euro, sa dépendance vis-à-vis de marchés financiers irascibles et insatiables, ou savaient-ils ce qu'ils faisaient ? Les croyances des économistes libéraux et la confiance aveugle des politiques envers les « experts » ont sans doute joué un rôle. Pourtant, en 2013, devant l'évidence du désastre, le FMI fait une autocritique et même l'économiste modélisateur en chef de la Commission, Jan In't Veld, tire la sonnette d'alarme. Mais le Conseil européen et la BCE n'en ont cure. Ils appliquent obstinément le célèbre adage, « ne jamais

INTRODUCTION

gâcher une bonne crise», et poursuivent leur stratégie du choc.

La pression des marchés financiers sur les États est organisée par les États eux-mêmes. Elle permet aux gouvernements d'imposer le licenciement des fonctionnaires, la privatisation des systèmes de santé, le démantèlement du droit du travail, la baisse des salaires dans toute l'Europe du Sud. Les «réformes structurelles» déferlent partout, associées à la sempiternelle boîte à outils : précarisation des contrats de travail, réduction des droits sociaux, décentralisation des négociations collectives au niveau de l'entreprise, voire suppression pure et simple du dialogue social. Le résultat ne se fait pas attendre : l'Europe s'enfonce dans la stagnation, la pauvreté, et le nombre de chômeurs s'envole.

Mais les instances européennes, malgré ce visible enlèvement, ne manifestent aucune intention de s'écarter de la voie de l'austérité et des réformes structurelles. Elles ont choisi de prendre le risque d'une dépression européenne pour défaire les conquêtes salariales et rétablir la position concurrentielle des capitalismes européens dans la mondialisation. Pour ce faire, elles mettent en place à rythme forcé les instruments politiques et juridiques pour rendre ces politiques irréversibles. De nouvelles directives (Six-Pack, Two-Pack) et le traité budgétaire de 2012 (Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance) ont ainsi durci l'obligation d'austérité et le contrôle des politiques économiques des États par Bruxelles et Berlin. Les politiques économiques et sociales, réduites à l'application de normes,

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

sont exclues du débat public et de la décision démocratique. Un fédéralisme autoritaire se met en place.

Le mirage de la sortie de l'euro

À partir de ce constat, deux positions sont logiquement possibles : la refondation ou l'éclatement. Il s'agit bien d'orientations stratégiques, et non de pronostics sur la trajectoire de la zone euro. Le projet de refondation de l'euro vise à changer les règles du jeu en Europe. Il se heurte à une critique : peut-on espérer que les gouvernements européens se mettent d'accord sur une réforme progressiste de la zone euro ? L'autre position est d'une parfaite logique binaire : puisque l'euro a conduit à de tels désastres, il faut en sortir au plus vite (chapitre 4) afin de rétablir la compétitivité nationale par une dévaluation compétitive.

Ce projet est selon nous économiquement contestable et, surtout, politiquement désastreux. Il repose sur la thèse, partagée par les néolibéraux et le Medef, selon laquelle les produits français seraient trop chers. Elle contredit la plupart des études sur la compétitivité française, qui indiquent au contraire que le problème fondamental de l'économie française est la compétitivité hors-prix, c'est-à-dire un manque criant d'innovation, une inadéquation à la demande, un tissu industriel désarticulé dominé par des grands groupes pressurant leurs sous-traitants. Par rapport à ces faiblesses propres à l'économie française, une

INTRODUCTION

dévaluation du « franc » serait une mesure aussi peu adéquate que celle que préconisent les néolibéraux, à savoir une baisse du coût salarial.

En outre, une dévaluation de la nouvelle monnaie entraînerait immédiatement un alourdissement équivalent de l'encours de dette déjà accumulé, aggravant ainsi d'autant les charges d'intérêts. Sauf si des mesures unilatérales revenant à annuler tout ou partie de la dette sont prises... ce qui est possible sans sortir de l'euro.

Une dévaluation monétaire nous protégerait-elle d'une dévaluation interne opérée par la baisse de la masse salariale? Évidemment non : les dévaluations se sont toujours accompagnées de politiques d'austérité destinées à limiter le jeu inflationniste, découlant de la hausse des prix des produits importés. De plus, ce cycle dévaluation-inflation-dévaluation serait constamment entretenu par la spéculation contre la monnaie : la sortie de l'euro donnerait aux marchés financiers un puissant moyen de pression contre le pays sortant.

Bien sûr, dans les années qui viennent l'euro peut éclater sous le poids de ses contradictions. Mais si l'on ne peut écarter cette hypothèse, il n'en découle aucunement qu'on puisse faire de la sortie de l'euro un projet politique. Économiquement hasardeuse, une stratégie axée sur la sortie de l'euro serait politiquement catastrophique. La dévaluation compétitive est une politique agressive qui cherche à gagner des parts de marché contre les autres pays. Elle engendrera une spirale de représailles des autres

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

pays européens. Loin d'induire plus de solidarité entre les peuples, elle enclenchera encore plus de concurrence, de *dumping* social et fiscal. Elle exacerbera les tensions xénophobes et nationalistes alors même que, partout en Europe, l'extrême droite a déjà le vent en poupe.

Or, il nous est interdit d'enfourcher le cheval du repli national, car aucun des grands problèmes auxquels sont confrontés les peuples européens – le chômage, les inégalités sociales, la crise écologique, le racisme... – ne peut être résolu par un retour à la nation. Bien au contraire, ils en seront tous aggravés ! C'est évident en ce qui concerne les questions sociales, tant les systèmes productifs européens sont imbriqués. Cela crève encore plus les yeux dans le cas de la lutte contre le réchauffement climatique et le déclin de la biodiversité, lutte indispensable à la préservation d'une vie humaine décente sur cette planète : aucun pays européen pris isolément ne peut espérer peser efficacement dans les négociations globales sur ces questions.

Vers un mouvement social européen ?

Dans cette situation, l'action des mouvements sociaux en Europe et leur aptitude à construire leur convergence seront décisives (chapitre 5). De fortes mobilisations sociales ont eu lieu et se poursuivent dans les pays les plus touchés par les politiques d'austérité, dans lesquels se sont développées des formes inédites d'action telles que celles animées par les

INTRODUCTION

Indignés en Espagne ou le Mouvement des places en Grèce. Soutenue par la Confédération européenne des syndicats (CES), une journée de grève transnationale a été organisée le 14 novembre 2012 en Grèce, au Portugal et en Espagne. Massivement suivie, elle est pourtant restée, hélas, sans lendemain. Le fait est que les mobilisations sociales européennes n'ont jusqu'ici pas réussi à peser sur les politiques menées. La CES, profondément divisée entre syndicats du Nord et du Sud de l'Europe, n'a pas pu, ou voulu, les organiser de façon pérenne. Si elle a condamné les politiques d'austérité et, c'est une première, un traité européen (le TSCG), son inaction a été patente. La disparition du Forum social européen (FSE) au moment même où les politiques d'austérité commençaient à être appliquées et les limites du processus qui l'a remplacé, l'Alter Sommet, sont aussi la marque des difficultés du mouvement altermondialiste à construire un mouvement social européen.

Pourtant, de nombreux réseaux européens sont très actifs. Des féministes orchestrent des tournées européennes contre l'austérité. Des initiatives d'audit citoyen de la dette publique essaient dans plusieurs pays. Les mouvements européens pour le droit au logement se coordonnent et montent des actions communes comme au Festival mondial de l'immobilier à Cannes. Des militants de toute l'Europe se retrouvent chaque année à Francfort pour les manifestations *Blockupy* contre l'austérité et le déni de démocratie imposés par la BCE. Le réseau des Attac d'Europe organise une Université européenne des mouvements sociaux. Les

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

groupes de lutte contre les grands projets inutiles, contre l'exploitation des gaz de schistes, pour la transition énergétique et écologique se coordonnent et échangent leurs expériences.

Au-delà de leurs limites actuelles, ces mouvements préfigurent la condition indispensable à toute stratégie de refondation européenne : des liens organiques de solidarité qui s'instaurent entre mouvements sociaux par-delà les frontières. En effet, en raison de l'aggravation malheureusement probable de la crise sociale et écologique, couplée au déni croissant de démocratie en Europe, de puissantes insurrections civiques contre les oligarchies sont prévisibles dans les années à venir. On a commencé à les voir éclater – sous des formes certes très différentes d'un pays à l'autre – dans les pays du Sud autant que de l'Est européen, notamment en Bosnie, Bulgarie, Slovaquie, Serbie, Ukraine. Partout, ces révoltes mettent en cause le pouvoir exorbitant des oligarchies économiques et la docilité, voire la corruption, des élites politiques. Partout, ces révoltes populaires ambitionnent de rendre le pouvoir aux citoyens, de construire un lien nouveau entre représentants et représentés. Mais elles ne pourront déboucher sur des alternatives politiques solides qu'à au moins trois conditions : formuler des solutions viables pour sortir de l'impasse sociale et écologique actuelle ; restructurer profondément l'offre politique et agir sur ce terrain ; porter un projet de solidarité européenne et internationale. Ce n'est qu'en construisant des liens étroits et des solidarités effectives que les peuples européens

pourront empêcher les classes dominantes d'étouffer dans l'œuf toute tentative de rupture d'un ou plusieurs pays avec le désordre néolibéral.

Telle est pour nous la perspective stratégique des années à venir : lancer des initiatives de rupture politique qui, partant d'un ou plusieurs pays, décident de répondre aux besoins des populations et donc de désobéir aux règles actuelles de l'Union, en recherchant des alliances qui jettent les fondements d'une refondation européenne.

Désobéir pour reconstruire

Entre l'espoir, vain aujourd'hui, d'un « saut en avant fédéral et démocratique » de l'Union européenne, et le mirage d'une sortie de l'euro, il existe donc une troisième voie pour les peuples européens (chapitre 6). Elle passe par un affrontement avec les institutions européennes et les marchés financiers, car aucun changement substantiel n'aura lieu sans mobilisations populaires débouchant sur une rupture politique d'un ou plusieurs pays avec les orientations actuelles et l'ouverture d'une crise majeure en Europe.

Il est difficile d'écrire des scénarios linéaires ou de tracer à l'avance des lignes de démarcation entre pays. Selon toute probabilité, ces processus de rupture se dérouleront sur un temps long, connaîtront des avancées et des reculs. Mais, pour avancer, ils devront s'appuyer sur trois piliers : manifestations de rue, grèves et occupations de l'espace public ;

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

mise en visibilité et généralisation des milliers d'expériences inédites préfigurant d'autres manières de produire, de consommer et de vivre ; profonde recomposition du spectre des forces politiques et des façons mêmes de faire de la politique dans chaque pays et au niveau européen.

Des victoires électorales de coalitions aspirant à la transformation sociale seront indispensables pour engager ces processus de rupture ainsi que pour élargir et solidifier les conquêtes. Porté par de tels mouvements, un gouvernement de gauche devrait prendre un certain nombre de mesures unilatérales en précisant qu'elles sont vouées à être étendues à l'échelle européenne. Il s'agirait de mesures unilatérales coopératives, en ce sens qu'elles ne seraient dirigées contre aucun pays, contrairement aux dévaluations compétitives, mais contre une logique économique et politique, et que plus le nombre de pays les adoptant est important, plus leur efficacité grandit. C'est donc au nom d'une autre conception de l'Europe qu'un ou plusieurs gouvernements de gauche devraient mettre en œuvre des mesures rompant avec la construction actuelle de l'Union européenne. Ainsi, par exemple, ils refuseraient d'appliquer un certain nombre de directives et prendraient des mesures contraires au contenu des traités, comme enjoindre à sa banque centrale de financer les investissements publics par de la création monétaire. Ils s'engageraient résolument dans des politiques de transition écologique, de redistribution des richesses et de réduction du temps de travail qui permettraient de réduire fortement le chômage.

INTRODUCTION

Une telle attitude montrerait concrètement qu'il existe des politiques susceptibles de remplacer les politiques néolibérales. Elle se heurterait certainement à l'hostilité et au sabotage des multinationales et des autres gouvernements européens. Mais ceux-ci auraient à justifier auprès de leurs citoyens/électeurs les mesures de rétorsion prises contre un ou des peuples courageux. Il y aurait là un encouragement pour les citoyens à se mobiliser. Un discours résolument proeuropéen, tourné vers la démocratie, la justice sociale et environnementale, et, surtout, une pratique de transformation profonde des modes de production et de partage des richesses, trouveraient un écho considérable auprès des autres peuples européens et des mouvements sociaux. L'issue de ce bras de fer n'est pas jouée d'avance. Tout dépendra des rapports de forces qui pourront être construits à l'échelle européenne. La désobéissance, en commençant dans un pays, peut être conçue et popularisée, non comme l'amorce d'un éclatement des solidarités européennes, mais au contraire comme un outil capable d'accélérer l'émergence d'une communauté politique, un embryon de « peuple européen ». Rompre avec l'Union européenne en désobéissant aux traités dans une perspective de refondation d'un nouveau projet européen, telle est l'optique que défend ce livre.

Les questions ici débattues posent des défis nouveaux à la gauche et aux mouvements sociaux. Une tentative de dépassement des antagonismes nationaux, l'Union européenne,

QUE FAIRE DE L'EUROPE ?

est devenue une machine de guerre contre les peuples et la démocratie : comment (ré-)articuler l'action émancipatrice aux deux niveaux, européen et national? Les mouvements citoyens portent une critique forte du système politique représentatif aujourd'hui largement contrôlé par les oligarchies : comment (ré-)articuler le changement porté par les luttes et les pratiques sociales émergentes et celui conduit par des forces politiques novatrices? Même au sein d'Attac et de la Fondation Copernic, qui ont pris l'initiative de cet ouvrage, ces questions n'ont pas de réponses simples ni unanimes. Ce livre ne clôt donc aucun débat, et la discussion va se poursuivre dans la gauche et les mouvements sociaux en France et en Europe.